

**ASSOCIATION DES FEMMES POUR
Les Initiatives Paix (AFIP)**

**RAPPORT GENERAL DE LA JOURNÉE D'INFORMATION et de Partage
sur l'accord pour la Paix issu du Processus d'Alger, son axe Défense
Sécurité et son lien avec la convention de la CEDEAO sur les armes
légères et de petit calibre et les matériels connexes, à Bamako, 22
Novembre 2018 (Case PLATE FORME DES FEMMES CNIDIF BAMAKO)**

**La Présidente AFIP
Mme Fatoumata Maiga**

**Le rapporteur
M. Hamma Maiga**

LE 22 NOVEMBRE 2018

INTRODUCTION

Le 22 Novembre 2018, dans le cadre de la poursuite de ses activités d'informations, de sensibilisation et de partage de l'axe Défense et sécurité de l'accord pour la Paix issu du processus de Alger et la convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre et les matériels connexes et son impact sur les DDR et la sécurité des communautés, l'ONG « Association des Femmes pour les Initiatives de Paix (AFIP), sur financement du Ministère de la Cohésion Sociale et de la Réconciliation Nationale, du Pari Mutuel Urbain et de l'ONG Association des femmes pour les Initiatives de Paix AFIP

THEME DE DISCUSSION: la point de convergence entre l'axe défense et sécurité de l'accord pour la Paix et la convention de la CEDEAO sur les ALPC les munitions et les matériels connexes et l'impact d'insécurité cause par la détention des armes par les non professionnels.

PARTICIPANTS

Plus d'une quarantaine de responsables ont participé à cette journée d'information, de sensibilisation et de partage a regroupe plus de quarante participants dont vingt des médias les autres sont compose de des femmes des représentants du CNJ de AFIP des étudiants des régions du Gao et de Kidal et de certain patron de la presse

L'activité s'est tenue à la case de veille des femmes du CNDIF.

Déroulements des CEREMONIES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

La présidente d'AFIP, a salué et remercié toutes celles et tous ceux qui ont bien voulu répondre à leur invitation à la dites activité qui va permettre comprendre le danger de la détention des armes par les non professionnelle sur la sécurité des populations et leur biens la connexion des questions de défense et sécurité de l'accord surtout les point portant sur le DDR et son succès avec la convention de la CEDEAO particulièrement la dépollution de l'espace communautaires

La Présidente de AFIP dans son intervention s'est inquiétée de la grande disponibilité des armes et des engins explosifs détenu par les groupes incontrôlés qui ont tendance à contredire les chiffres annonce par le très prestigieux centre d'étude Small arms survey concernant les armes illicites à travers le monde (600 000).

Madame la présidente a fait savoir qu'aucun secteur de la vie n'est épargné par le phénomène jusqu'à notre spiritualité

Quant à la réussite de la stabilité à travers le Processus de DDR elle ne sera possible que si les armes détenues par les communautés sont récupérées et que la convention de la CEDEAO soit appliquée et respectée par les Pays membre de la CEDEAO à savoir le contrôle des frontières et le mouvement des personnes suspecte

Madame la présidente a lancé un appel aux opérateurs économiques a faire la différence entre le profit et la sécurité Nationale selon elle : la majeure partie des attaques terroristes se vont à moto dont la marque est connu et vendu ici et dans la sous-région et même la matière utilisé dans la fabrication des engins explosif,

Elle a exhorté la presse et les hommes de médias de porter le message du danger du port de d'armes et des engins explosifs sur notre communauté et la sécurité Nationale et même transnationale, parce que pour Madame Maiga est convaincu que toutes les armes et les personnes qui violent les droits de l'homme sur notre territoire ne sont pas toutes Maliennes, elle a imploré les autorités à comprendre les aspects civile de la lutte contre le phénomène sans oublier l'application de la Loi en relation avec les normes et engagement international et régional

Madame Maiga a fait un plaidoyer fort à l'endroit des autres acteurs de soutenir toutes les actions de lutte contre la violence liée aux armes et à prendre exemple sur le Pari Mutuelle Urbain dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre les munitions et les matériels connexes

Parce que l'utilisation abusive des armes telle que nous le vivons au Mali est une grave violation des droits de l'homme et freine toute action de développement humain

Les interventions ont porté sur la situation sur toute l'étendue du territoire National, aggravée par les actes criminels transnationaux.

Les questionnements sur la sincérité des signataires de la convention concernant la gestion de la sécurisation des frontières qui portant si elle n'est pas applique risque d'embrace toute la région et peut être au-delà de la communauté

Les représentants des jeunes ont regretté la présence effrayante des armes et des munitions dans les espaces scolaires

Le représentant des jeunes de Kidal a salué cette initiative et informer sur ce qui pourrait arrive dans la région de Kidal qui pour des raisons d'absence d'enseignants les tous petits pour toute forme d'apprentissage ne savent que dessiner une arme à feu sur les tableaux noirs des écoles

La discussion a porté sur la présence des armes à feu dans tous les espaces de grand regroupement à savoir les gares routières ; les espaces scolaires et universitaires, les lieux de cultes etc.

Une toile d'engagement a été dévoilée aux participants et est en cours de signature toute l'année durant

Un appel a été lancé aux décideurs et a tous les acteurs à mettre les femmes et les jeunes dans le dispositif de lutte contre la détention des ALPC parce que ce sont des partenaires naturels et très importants si on veut avoir des résultats positifs.

La lutte contre l'extrémisme violent

La collecte volontaire de l'arme détenue par les communautés

Le démantèlement des caches d'armes

L'alerte sur le risque de militarisation de la communauté et des conflits violents

Recommandations

Organisation de campagne de sensibilisation d'éducation mobilisation et citoyenneté dans le cadre de la lutte contre les armes légères et de petit calibre et leurs munitions et matériels connexes

Elaboration d'un document de plaidoyer à l'endroit des acteurs de prise de décision à savoir le secrétariat permanent le président de la commission

Rencontre de plaidoyer pour l'harmonisation de la loi a la convention de la CEDEAO auprès :

- **Des institutions telle que : l'Assemblée Nationale, le conseil économique et Social, le haut conseil des collectivités**
- **Les élus tels que : le Maire du District de Bamako et l'association des municipalités pour l'inscription de la lutte contre les ALPC dans les PDSC**

Faire transmettre à la première institution (le PRESIDENT de la REPUBLIQUE) notre sollicitation pour un portage politique d'une campagne de lutte contre la détention des armes légères et de petit calibre les munitions et matériel connexes et son danger sur la personne humaine la communauté et la sécurité nationale

NB le volet action de mobilisation dans les espaces publics a été annulé des activités suite à des assassinats cible

Des actions de mobilisation de ressource financière sont en cours pour des actions dans le cadre de la lutte contre la problématique à Bamako et Gao

Les activités de la journée à travers le document de plaidoyer sont sur le site du GRIP et transmis au réseaux international de lutte contre les armes légère IANSA.